

Note partenariale d'informations

Mesures de soutien et d'accompagnement
pour les entreprises et les salariés

Nouveautés surlignées en jaune

Généralités

Le Président de la République a annoncé un plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau (53 mesures permettant notamment d'organiser la sobriété des usages, d'optimiser la disponibilité de la ressources, préserver la qualité de l'eau et répondre aux crises) : [Dossier de presse du 30 mars 2023](#).

Le 3 mars 2023, le Gouvernement a annoncé un plan ambitieux de soutien et de souveraineté des industries agroalimentaires françaises aux industriels réunis dans le cadre du comité stratégique de filière du Conseil national de l'industrie. Il s'agit de renforcer la compétitivité et la souveraineté du secteur tout en accélérant les transitions énergétiques, écologiques et environnementales grâce à des leviers court-termes en trésorerie (voir ci-dessous : Focus Energie), de l'aide à l'export, à la consolidation de filière, à la robotisation, à la décarbonation : [Communiqué de presse 03/03/2023](#).

Crise influenza aviaire

Le Ministère de l'Agriculture met à jour très régulièrement une page internet pour informer des évolutions sur la situation de la grippe aviaire. [Lien Point de situation au 27/03/2023](#).

Crise de l'énergie

- 05/10/2022, de nombreux fournisseurs se sont engagés dans une [charte](#) qui comprend 25 engagements pour aider les consommateurs, entreprises et collectivités à faire face à la crise énergétique, jusqu'au 30 avril 2024 : [Lien](#) et [Communiqué de presse du 04/01/2023](#)
- Publication de références indicatives de prix de l'électricité publiées par la Commission de régulation de l'énergie (CRE) pour permettre notamment aux entreprises et collectivités de s'assurer que les offres de leurs fournisseurs sont compétitives et reflètent bien la réalité des coûts d'approvisionnement - [Page d'accueil - CRE](#)
- Le comité de crise sur l'énergie animé par le Médiateur des entreprises, met à disposition des chefs d'entreprise une « checklist » pédagogique afin de faciliter leur prise de décision dans le cadre du renouvellement de leur contrat de fourniture d'énergie. [\(MAJ 08/02/2023\)](#)

SOMMAIRE

FOCUS ENERGIE.....	3
---------------------------	----------

PARTIE 1 : EMPLOI.....	8
-------------------------------	----------

AIDE AU RECRUTEMENT	8
CONSEIL RH.....	8
PRET DE MAIN D'OEUVRE.....	8
EMPLOI DES JEUNES.....	9
APPRENTISSAGE ET PROFESSIONALISATION	9
TRANSITIONS COLLECTIVES.....	10
ACTIVITE PARTIELLE.....	10
FORMATION DES SALARIES	11

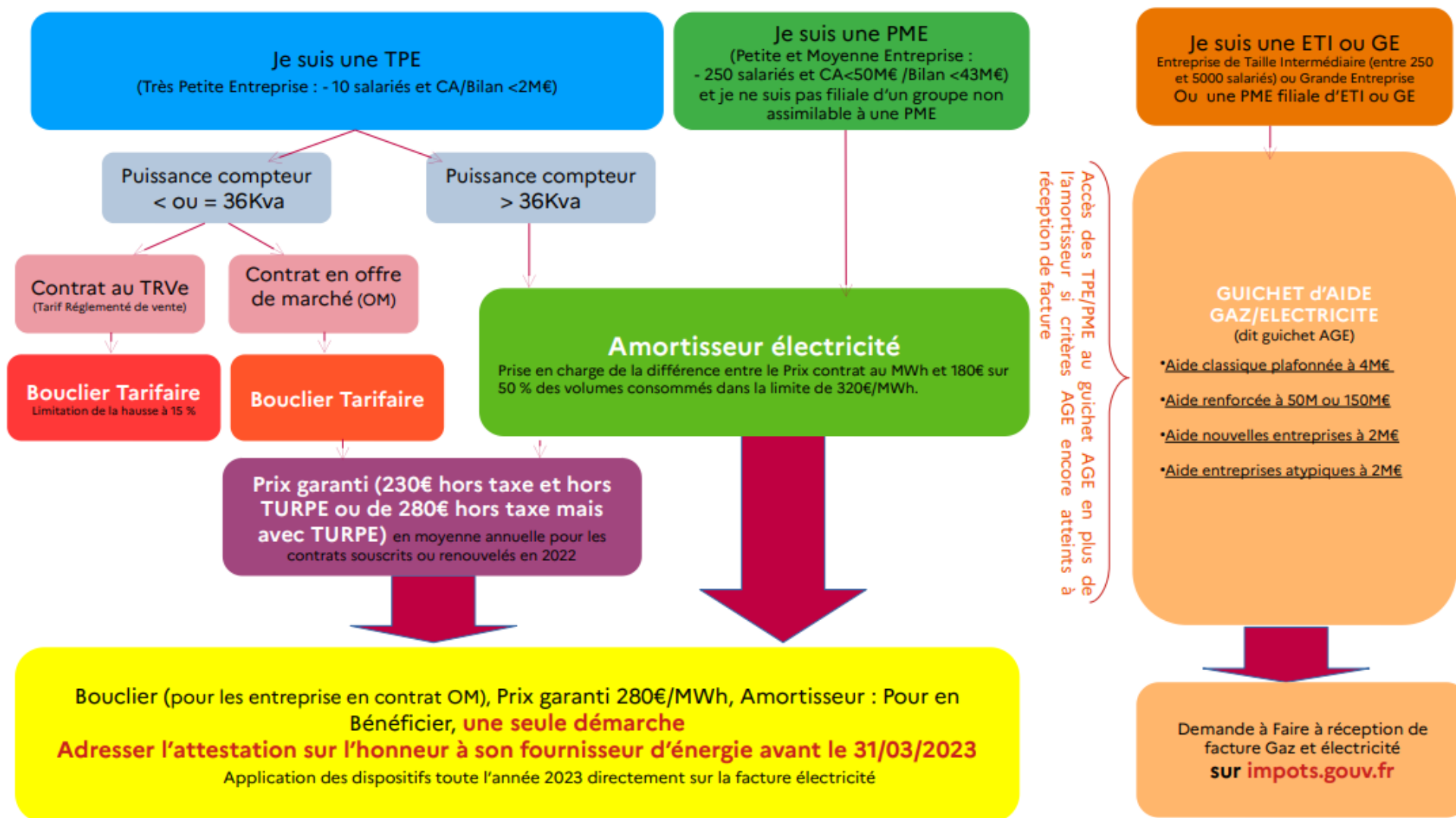
PARTIE 2 : ECONOMIE - FINANCES.....	12
--	-----------

PROJET D'INVESTISSEMENT	12
SECURITE ECONOMIQUE / CYBERSECURITE.....	16
ACCOMPAGNEMENT / CONSEIL.....	16
AIDES FINANCIERES LIEES A L'EXPLOITATION.....	18
AIDES LIEES AU FINANCEMENT – Fonds Propres et Quasi-fonds Propres	19
AIDES LIEES AU FINANCEMENT – Prêts et garantie.....	21
DISPOSITIFS FISCAUX ET SOCIAUX.....	25

PARTIE 3 : APPUI ET CONTACTS	27
---	-----------

FOCUS ENERGIE

Dispositifs de soutien des entreprises face à la hausse des coûts gaz/électricité EN SYNTHÈSE



Détail des mesures économiques

Pour soutenir les entreprises, collectivités et associations touchées par la hausse des prix de l'énergie, le Gouvernement a mis en place différents dispositifs d'aide. Ces aides ainsi que leurs modalités diffèrent selon la taille de l'entreprise et les difficultés qu'elle rencontre. Tour d'horizon des aides disponibles et mise à jour au fil de l'eau sur le [site economie.gouv.fr](https://site.economie.gouv.fr). Il existe des pages internet détaillées et spécifiques pour les [boulangers](#), pour les [TPE/PME](#) et pour les [ETI/GE](#).

Concernant les factures de gaz, électricité, chaleur et froid :

- **Guichet d'aide au paiement (ex guichet « énergo-intensif ») – 2022 et 2023**

Le décret n° 2022-967 du 1er juillet 2022, modifié par le [décret n° 2022-1575 du 16 décembre 2022](#) institue une aide spécifique d'aide au paiement des factures d'énergie en faveur des TPE hors bouclier tarifaire, PME, ETI, GE, pour 2022 et 2023 et par [le décret n° 2023-189 du 20 mars 2023](#) ajoutant de nouvelles catégories de bénéficiaires à l'aide d'urgence gaz électricité pour :

- les entreprises créées après le 1er décembre 2021 (dites « nouvelles entreprises ») ;
- les entreprises ayant subi ou connu un événement manifestement exceptionnel ayant pour conséquence que leur consommation d'énergie en 2021 n'est pas (ou plus) représentative de leur activité normale à la date de dépôt de la demande (dites « cas atypiques »).
- les personnes morales de droit public exerçant une activité économique, dont les recettes annuelles provenant de financement publics, de taxes affectées, de dons ou de cotisations sont inférieures à 50 % des recettes totales, et, les personnes morales de droit public employant moins de 250 salariés et ayant moins de 50 M€ de recettes annuelles qui pourront demander le bénéfice des aides de guichet en plus de l'amortisseur si elles en remplissent les conditions.

NB : Les personnes morales de droit public dépassant ces seuils et ayant des ressources majoritairement publiques sont quant à elles éligibles uniquement à l'amortisseur électricité ;

Enfin, le décret précise l'articulation entre l'amortisseur électricité et les boucliers collectifs et l'aide d'urgence gaz électricité.

*A compter des dépenses de septembre 2022, pour en bénéficier, le prix de l'énergie pendant la période de demande d'aide doit avoir augmenté de 50 % par rapport au prix moyen payé en 2021. Les entreprises qui vérifient cette augmentation du prix et dont les dépenses d'énergie pendant la période de demande d'aide représentent plus de 3% du chiffre d'affaires 2021 peuvent bénéficier d'une **aide classique plafonnée à 4M€**.*

*Pour les entreprises qui présentent des dépenses d'énergie plus importantes, une **aide renforcée** peut être mobilisée pour un montant maximal de 50 millions d'euros, et jusqu'à 150 millions d'euros pour les secteurs exposés à un risque de fuite de carbone (+constater un impact sur l'EBE).*

Les plafonds sont appréciés au niveau du groupe, sur la période du 1er mars 2022 au 31 décembre 2023.

Les demandes sont déposées de manière dématérialisée sur le site [impôts.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) (ouverture du guichet pour la période de janvier et février 2023, depuis le 21 mars jusqu'au 31 mai 2023) et un [simulateur](#) est disponible pour permettre aux entreprises de vérifier leur éligibilité.

Concernant uniquement les factures d'électricité :

- **Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE) – 2022 et 2023**
Toutes les entreprises bénéficient de la baisse de la fiscalité sur l'électricité (TICFE) à son minimum légal européen, pour 2022 et continueront à en bénéficier en 2023 (représente un soutien de l'ordre de 8.4 Md€).
- **Accès Régulé à l'Electricité Nucléaire Historique (ARENH) – 2022 et 2023**
Les entreprises les plus consommatrices ont pu également bénéficier du mécanisme ARENH pour 2023 (100 TWh) à un prix de 42€/MWh. Pour en bénéficier, les entreprises doivent se rapprocher du fournisseur d'énergie.
- **Bouclier tarifaire – 2022 et 2023**
Par [décret n° 2022-1774 du 31 décembre 2022](#), modifié par le [décret n°2023-61 du 3 février 2023](#), les TPE de moins de 10 salariés, 2 millions d'euros de CA et ayant un compteur électrique d'une puissance inférieure à 36 kVA sont éligibles au bouclier tarifaire des particuliers (soit par application directe du tarif gelé pour les TPE ayant souscrit au tarif réglementé de vente TRVe, soit par une diminution directe sur la facture pour les TPE ayant souscrit au tarif en offre de marché). Pour en bénéficier, les entreprises doivent se rapprocher du fournisseur d'énergie.
- **Plafond garanti à 280 €/MWh – 2023**
Instauré par le [décret modificatif n°2023-61 du 3 février 2023](#), pour les TPE au tarif OM et TPE ayant une puissance de compteur +36 kVA qui ont renouvelé/souscrit leur contrat durant l'année 2022 auront droit à un prix garanti ; un prix HT et avec TURPE (coût acheminement) sera garanti à 280€/MWh sur l'année 2023 (soit un prix garanti HT et hors TURPE de 230€/MWh). La prise en charge par l'Etat est de 100% du coût unitaire entre 230 €/MWh et 1500 €/MWh sur la totalité des consommations. NB : TPE en TRVe n'ont pas besoin de ce dispositif puisqu'elles bénéficient déjà un prix bloqué bien inférieur.
- **Amortisseur d'électricité – 2023**
Par [décret n° 2022-1774 du 31 décembre 2022](#), modifié par le [décret n°2023-61 du 3 février 2023](#), toutes les TPE hors bouclier tarifaire (car elles ont un compteur électrique d'une puissance supérieure à 36 kVA) et toutes les PME, ainsi que les collectivités locales et établissements publics sans activité concurrentielle, bénéficient pour l'année 2023 du dispositif d'amortisseur électricité qui consiste en une compensation sur 50% des volumes consommés ; le prix unitaire compris entre 180 €/MWh et le prix contrat, dans la limite de 320 €/MWh, (soit un prix maximal prix en charge de 160 €/MWh sur l'ensemble du volume consommé). Pour cela, elles doivent justifier leur statut de TPE/PME auprès de leur fournisseur d'électricité qui appliquera ensuite automatiquement l'amortisseur sur la facture. Est disponible un [modèle d'attestation sur l'honneur](#) (à transmettre au plus tard le 30 juin 2023 pour les contrats signés avant le 28 février 2023, ou 1 mois après la date de signature des contrats d'électricité conclu après le 28 février 2023) pour l'application du bouclier tarifaire et de l'amortisseur électricité.
Les modalités de calcul ont été précisées dans le [FAQ MAJ 29/03/2023](#). [Simulateur amortisseur électricité | impots.gouv.fr](#) pour permettre de calculer le montant de l'amortisseur qui sera appliqué sur la facture d'électricité.

Facilités de paiement :

- **Etalement des factures d'énergie – 2023 (jusqu'à l'été)**
Les fournisseurs d'énergie ont accepté de proposer des facilités de paiement aux TPE et PME qui auraient des difficultés de trésorerie. Les énergéticiens peuvent proposer un

étalement des factures liées aux premiers mois de l'année sur plusieurs mois. Cette mesure est pour le moment possible jusqu'à l'été. Pour en bénéficier, les entreprises doivent se rapprocher de leur fournisseur d'énergie.

- **Report des échéances fiscales**

Suite aux annonces de la Première ministre, Elisabeth Borne, le 4 janvier, il a été indiqué que les TPE et PME pourraient demander le report du paiement de leurs impôts et cotisations sociales pour soulager leur trésorerie. Cette mesure ponctuelle est envisageable à la demande des entreprises. Ces reports ne s'appliquent pas à la TVA, aux taxes annexes et au reversement de prélèvement à la source.

- **Report des échéances sociales**

L'[Urssaf](#) accompagne les employeurs et travailleurs indépendants qui rencontrent des difficultés de trésorerie en raison de la hausse de leur facture énergétique, et leur propose un [accompagnement pas-à-pas](#) et des solutions adaptées pour leur permettre de faire face à leurs difficultés.

Pour les employeurs :

- Qui rencontrent des difficultés pour payer les cotisations dues lors de la prochaine exigibilité ; possibilité de solliciter, sous réserve du paiement des cotisations salariales, un délai directement depuis l'espace en ligne
- Qui bénéficient déjà d'un plan d'apurement des cotisations, possibilité également de demander une adaptation du montant de vos échéances directement depuis l'espace en ligne. Il faut indiquer l'origine des difficultés à l'appui de la demande.

Pour les travailleurs indépendants :

- Qui rencontrent des difficultés ; possibilité de solliciter l'Urssaf concerné afin d'interrompre le prélèvement des cotisations courantes ainsi que les prélèvements liés à un plan d'apurement déjà engagé. Un nouveau délai de paiement pourra être accordé.
- Possibilité également de solliciter une aide de l'action sociale du Conseil de la Protection Sociale des Travailleurs Indépendants (CPSTI) portée par l'Urssaf. Cette aide peut prendre la forme d'une aide financière ou d'un financement des dettes de cotisations et contributions voire des échéances à venir. Pour déposer une demande auprès de l'Urssaf, il convient de se rendre sur secu-independants.fr, rubrique Action sociale > Demander une aide.

Autres dispositifs de soutien financier

- **La garantie de l'Etat – 2023**

L'[arrêté du 10 février 2023](#) fixe les modalités de fonctionnement du fonds chargé d'accorder des garanties aux établissements de crédit, sociétés de financement et entreprises d'assurance au titre des garanties exigées dans le cadre d'un contrat de fourniture de gaz ou d'électricité. Les entreprises ayant une consommation annuelle d'électricité 2022 supérieure à 1 GWh ou consommation annuelle de gaz 2022 supérieure à 2 GWh peuvent en bénéficier. Cela concerne les contrats de fourniture d'énergie conclus en 2022, précisément ceux conclus après le 31 août 2022. Le montant garanti est limité à des seuils prévus par l'encadrement temporaire Ukraine (15% du CA moyen des 3 derniers exercices notamment). [FAQ 02/03/2023](#).

Contacts utiles pour accompagner les entreprises en PDL

Par [communiqué de presse du 10/01/2023](#), le Ministère de l'Economie et des Finances rappelle et renforce tous les points de contact prévus pour accompagner les entreprises qui font face à la hausse des coûts de l'énergie, notamment les suivants :

Contacts départementaux en cas de difficultés :

- **Conseillers départementaux de sortie de crise** : Le conseiller départemental à la sortie de crise exerce son activité en toute confidentialité et dans le respect du secret des affaires et du secret fiscal. Après avoir établi un diagnostic de la situation de votre entreprise, il prendra en charge votre dossier et pourra vous orienter vers l'interlocuteur le mieux adapté à votre besoin ou mobiliser, sous certaines conditions, un des outils d'accompagnement financier mis en place par l'État. [Liste MAJ 22/03/2023](#) d'un contact par département avec adresse mail, n° de téléphone portable et fixe.
- **CCI** au niveau départemental : [CONTACTEZ-NOUS ! | CCI Pays de la Loire](#). [Crise énergétique : votre CCI vous accompagne | CCI Pays de la Loire](#)
- **CMA** au niveau départemental : [Hausse des prix de l'énergie, la CMA Pays de la Loire à vos côtés | CMAR Pays de la Loire \(artisanatpaysdelaloire.fr\)](#).

Questions sur le guichet d'aide au paiement

- Un numéro de téléphone est mis à la disposition de toutes les entreprises afin de répondre à toutes les questions d'ordre général sur le dispositif d'aide Gaz et Électricité ou relatives aux modalités pratiques de dépôt d'une demande d'aide : **0806 000 245** (service gratuit + prix de l'appel).
- Pour des questions plus spécifiques à la situation de votre entreprise, la DGFIP propose aux entreprises via la messagerie sécurisée de leur espace professionnel de sélectionner « je pose une autre question / j'ai une autre demande ». Ce message devra débuter par « Aide Gaz Électricité » pour en permettre un traitement rapide.

Dispositifs de médiation cas de différends commerciaux :

- Une entreprise peut recourir au **médiateur des entreprises** pour régler à l'amiable un litige avec une autre entreprise ou une administration. La médiation contribue à résoudre les difficultés contractuelles et/ou relationnelles avec les clients et les fournisseurs privés ou publics. Elle est gratuite et menée avec une stricte obligation de confidentialité. [Le Médiateur des entreprises | economie.gouv.fr](#).
- La **médiation de l'énergie** peut être saisie gratuitement par les très petites entreprises (moins de 10 salariés et moins de deux millions d'euros de chiffre d'affaires) en cas de litige avec leur fournisseur d'énergie, le gestionnaire de réseau de distribution ou leur acheteur d'électricité (en cas d'autoconsommation individuelle). [Médiateur national de l'énergie - Informations, droits & médiation \(energie-mediateur.fr\)](#).

PARTIE 1 : EMPLOI

Accédez à la présentation des dispositifs publics et autres (accord de performance collective, contrat de sécurisation professionnelle,...) via la [boîte à outils mutations économiques \(BOME\)](#) : [site de la DREETS](#) ou le site Internet de la Région Pays de la Loire : [paysdelaloire.fr](#).

AIDE AU RECRUTEMENT

Le service public de l'emploi est composé des services de l'État et des principaux opérateurs chargés des politiques de l'emploi : Pôle Emploi, les Missions locales pour le suivi des jeunes de 16 à 25 ans, Cap Emploi pour le suivi des personnes en situation de handicap (demandeurs d'emploi et salariés). Il vous propose de nombreuses solutions pour vous accompagner techniquement et financièrement dans vos recrutements et dans l'adaptation à l'emploi de vos futurs salariés. [Lien](#).

Par ailleurs, des **webinaires mensuels courts** (30min chacun) qui présentent les dispositifs pour aider les entreprises à former et à recruter des salariés sont animés par les organisations patronales de la Région Pays de la Loire (Medef, CPME, U2P, Udes et FNSEA), avec l'appui des services de l'Etat, du Conseil régional et du Service public de l'emploi. [« Les midis de l'emploi et de la formation » : des webinaires à destination des entreprises](#). Prochain webinaire : **14 avril 2023 à midi – thématique : « Les aides à la contractualisation à l'apprentissage »**.

Le dispositif d'emploi franc permet à un employeur de bénéficier d'une aide lorsqu'il embauche un habitant résidant dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV), jusqu'au 31 décembre 2023. [Emplois francs - Ministère du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion \(travail-emploi.gouv.fr\)](#).

Le montant de l'aide s'élève à :

- 5 000 € par an pendant 3 ans maximum pour une embauche en CDI
- 2 500 € par an pendant 2 ans maximum pour une embauche en CDD d'au moins 6 mois.

CONSEIL RH

Prestation de Conseil en Ressources Humaines (PCRH). Pour les entreprises de moins de 250 salariés ou un collectif d'entreprises appartenant à la catégorie des TPE-PME. Bénéficier d'un accompagnement RH (reprise d'activité, organisation du travail, GPEC, amélioration du dialogue social) par un prestataire externe cofinancé par l'Etat. Au plus 20% de reste à charge. [Lien MAJ 30/09/2022](#)

Parallèlement, la DREETS Pays-de-la-Loire a mis en place un dispositif dédié **PCRH +** : Il s'agit d'un accompagnement par un prestataire externe d'une durée de 1 à 2 jours « packagé » sur les thématiques de l'aide au recrutement et la fidélisation des salariés. L'entreprise intéressée dépose sa demande via un [formulaire en ligne sur le site de la DREETS](#). Une fois complété, le formulaire est adressé automatiquement à l'OPCO de l'entreprise pour prise en charge.

PRET DE MAIN D'OEUVRE

Afin de répondre à la baisse d'activité de certaines entreprises et aux besoins de main-d'œuvre d'autres secteurs, les démarches pour avoir recours au **prêt de main d'œuvre** sont assouplies.

Un dispositif gagnant/gagnant, permettant de préserver l'emploi et la rémunération du salarié et de s'adapter aux aléas de la vie des entreprises concernées. [Lien. Fiche détaillée sur le site DREETS PDL MAJ 11/04/2022.](#)

Pour faciliter la mise en place du prêt de main-d'œuvre, le ministère du Travail vous permet de télécharger des modèles simplifiés - [Documents utiles.](#)

Ouverture par la Région des Pays de la Loire d'un site de mutualisation de ressources : pour permettre aux entreprises de réduire leurs charges fixes en prêtant du matériel, des bâtiments et des compétences. Il permet aux entreprises de la région de mutualiser, en fonction de leur activité, leurs ressources humaines, leurs outils/machines, leurs locaux, ou bien encore des sessions de formation. [Lien.](#) Contact : [Solutions&Co](#)

EMPLOI DES JEUNES

Vous pouvez retrouver le détail des mesures et des aides sur la plateforme nationale « 1 jeune 1 solution » : Toutes les solutions pour l'avenir des jeunes (1jeune1solution.gouv.fr) [Lien.](#)

- **Volontariat Territorial en Entreprise (VTE) :** Le VTE a pour vocation d'inciter les alternants et les jeunes diplômés d'établissements supérieur vers des PME et des ETI, prioritairement localisées dans les régions de France. [Lien VTE](#) et [Lien BPI.](#)
- **Volontariat Territorial en Entreprise vert (VTE vert)** a pour but d'accompagner les entreprises dans le recrutement de jeunes talents (étudiants, alternants ou jeunes diplômés), pour des missions en lien avec les thématiques environnementales (réduction de votre empreinte carbone, amélioration de l'impact environnemental d'une de vos activités, transition de votre chaîne logistique...). Porté par Bpifrance en partenariat avec l'ADEME, il vous permet de bénéficier d'une subvention pouvant atteindre 12 000€ (MAJ 04/10/2022 [Site du Ministère du Travail, de l'emploi et de l'insertion](#)), pour accélérer votre transition écologique et énergétique. [Lien BPI.](#)
Contact BPI : Aidevte@bpifrance.fr
- **Pays de la Loire VTE :** La Région Pays de la Loire peut proposer un soutien complémentaire aux interventions de Bpifrance dans le cadre du dispositif national VTE. Cette aide s'adresse aux PME d'activité nécessairement industrielle, recrutant un jeune de moins de 30 ans, de niveau BAC+2 ou plus, positionné sur une fonction nouvelle et stratégique pour l'entreprise. Elle prend la forme d'une subvention de 4 000 €.
Contact Région pour aller plus loin : 0228205670, dépôt du dossier [ici.](#)
- **Contrat initiative Emploi (CIE) :** est un dispositif qui permet aux employeurs d'embaucher des jeunes dans le cadre du Contrat Unique d'Insertion tout en profitant d'une aide financière correspondant à 35 % du Smic. Le Contrat Initiative Emploi est un CDI ou un CDD d'au moins 6 mois qui permet à un jeune sans emploi rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle ou sociale, de s'engager dans une expérience professionnelle tout en étant suivi par un référent chargé de son insertion professionnelle. Pour en savoir plus, il convient de s'adresser au service public de l'emploi [Lien.](#)

APPRENTISSAGE ET PROFESSIONALISATION

Dans le cadre du plan 1 jeune, 1 solution, le gouvernement a mis en place une aide exceptionnelle au recrutement des alternants, pour tous les contrats conclus entre le 1er juillet 2020 et le 31 décembre 2022, jusqu'au niveau master et pour toutes les entreprises.

À partir du 1er janvier 2023, le gouvernement pérennise le soutien au recrutement des alternants, pour tous les contrats d'apprentissage ou de professionnalisation conclus entre le 1er janvier 2023 et le 31 décembre 2023, quel que soit le niveau de formation de l'apprenti et pour toutes les entreprises. Son montant s'élève dorénavant à 6 000 €, quel que soit l'âge de l'alternant.

En savoir plus sur les aides pour les contrats conclus avant le 1er janvier 2023 :

- **Aide exceptionnelle aux employeurs qui recrutent en apprentissage** : [Lien](#)
- **Aide exceptionnelle aux employeurs de salariés en contrat de professionnalisation** : [Lien](#).

En savoir plus sur les aides pour les contrats conclus à compter du 1^{er} janvier 2023 : [Aides à l'embauche pour un contrat d'apprentissage | entreprendre.service-public.fr](#)

- **Recruter un alternant en situation de handicap – aide AGEFIPH ([Lien](#))** : Les montants maximums de ces aides financières pour le recrutement d'une personne handicapée sont de :
 - 3 000 € pour un contrat d'apprentissage;
 - 4 000 € pour un contrat de professionnalisation.

TRANSITIONS COLLECTIVES

Dispositif « **Transitions Collectives** » : co-construit avec les partenaires sociaux. Il permet aux employeurs d'anticiper les mutations économiques de leur secteur et aux salariés d'être accompagnés pour se reconvertir, tout en sécurisant la rémunération pendant cette période, en favorisant la mobilité professionnelle et les reconversions à l'échelle d'un territoire. L'entreprise doit négocier un accord type GEPP (gestion des emplois et des parcours professionnels) enregistré auprès de la DREETS ou à défaut pour celles dont l'effectif est inférieur à 300 salariés, informer et consulter le comité social et économique (CSE), lorsqu'il existe (nouveau 2022).

Dispositif « **Transition Collective – Congé mobilité** » : Les entreprises qui mettent en place une Rupture Conventionnelle Collective (RCC) ou un accord de gestion des emplois et des parcours professionnels (GEPP) mentionnant le congé de mobilité peuvent utiliser ce dispositif. L'instruction et la validation du parcours de Transitions collectives du salarié sont réalisées par l'Association Transitions Pro compétente pour sa région.

Pour en savoir plus : [Fiche DREETS PDL MAJ 05/04/2022](#) et [Transitions Collectives \(travail-emploi.gouv.fr\)](#) et Contact des DARP – Délégués Régionaux à l'Accompagnement des Reconversions Professionnelles en Pays de la Loire : [Lien Annuaire DARP](#).

ACTIVITE PARTIELLE

Pour faire face à des problématiques de réduction d'activité liées notamment à la conjoncture économique et/ou circonstances exceptionnelles, les entreprises employant des salariés peuvent faire appel aux dispositifs d'activité partielle, qu'elle soit de droit commun ou de longue durée.

- **Activité partielle (de droit commun) ou APDC** : prévue pour faire face à une réduction d'activité conjoncturelle, elle est limitée à des périodes de trois mois maximum pour

chacune d'entre elles. Le cumul des périodes autorisées ne pourra excéder six mois sur douze mois. Elle peut concerner l'ensemble des salariés et entraîner la suspension totale de l'activité.

La prise en charge (allocation versée à l'employeur) est fixée à 36% de la rémunération brute versée habituellement au salarié. S'agissant des dispositifs spécifiques de prise en charge à 100%, les dispositifs *ad hoc* d'activité partielle « salariés vulnérables » et « garde d'enfants » ont pris fin et ne sont pas reconduits. [Fiche APDC MAJ 31/01/2023](#).

Les délestages ponctuels impactant l'activité pourront, en dernier recours, entraîner une prise en charge au titre de l'activité partielle (de droit commun), si l'entreprise n'est pas en mesure d'aménager le temps de travail des salariés. La durée du délestage et, le cas échéant, la durée nécessaire à la remise en marche des unités de production, sont éligibles à l'activité partielle de droit commun (motif « Circonstances exceptionnelles », sous-motif « délestage »). [Lien](#).

- **Activité partielle de longue durée (APLD)** : prévue pour faire face à une réduction d'activité durable, l'APLD est mise en place après conclusion d'un accord d'entreprise, ou document unilatéral Employeur basé sur un accord de branche étendu. Elle permet la réduction d'activité d'un salarié jusqu'à 40% sur une durée maximale de 36 mois. Les licenciements économiques intervenus dans l'entreprise peuvent donner lieu à demande de remboursement des allocations versées.
Depuis le 1^{er} janvier 2023, il n'est plus possible de transmettre à l'autorité administrative (pour validation ou homologation) un accord collectif ou un document unilatéral initial relatif à l'APLD. Seules les demandes de renouvellement d'autorisation fondées sur l'accord ou le DU existants pourront être instruites. [Fiche APLD MAJ 31/01/2023](#).

Dans le cadre du plan de résilience économique et sociale destiné aux entreprises suite au conflit en Ukraine, le ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion précise les règles applicables à la mobilisation des dispositifs d'activité partielle (AP) et d'activité partielle de longue durée (APLD) pour faire face aux conséquences économiques qui en découlent. [Lien](#).

FORMATION DES SALARIES

Le dispositif **FNE Formation** est renforcé pour développer les compétences des salariés placés en activité partielle et ceux des entreprises en difficulté. A compter du 1^{er} janvier 2021, le dispositif est mis en place par conventionnement entre le MTEI et les OPCO.

La prise en charge par le FNE Formation est comprise entre 40% et 100% et dépend de la taille de l'entreprise et qu'elle soit placée en activité partielle (APDC ou APLD) ou non lors de sa demande.

Cible : toute entreprise concernée par les conséquences de la crise et bénéficiaire d'une autorisation de recours à l'activité partielle, en difficulté, ou confrontées à des mutations économiques, technologiques et/ou à une reprise d'activité et tout salarié indépendamment de la catégorie socio-professionnelle et du niveau de diplôme. Contact : votre OPCO. Plus d'infos : [site de la Dreets MAJ 23/02/2022](#).

PARTIE 2 : ECONOMIE - FINANCES

PROJET D'INVESTISSEMENT

Dans le cadre de France 2030 et du Programme d'investissements d'avenir (PIA 4), des moyens importants sont engagés pour encourager et aider les entreprises à investir. Ces facilités sont accordées à travers des Appels à projet (AAP) et Appel à manifestation d'intérêt (AMI). Pour le volet « industrie », ils sont recensés dans le tableau pdf accessible via le [Lien Site DREETS PDL \(MAJ au 03/04/2023\)](#).

Contact DREETS : Jean-Christophe JUVIN - jean-christophe.juin@dreets.gouv.fr

Ces AAP ou AMI complètent la panoplie d'aides, de prêts ou d'accompagnements, proposés le plus souvent par des opérateurs de l'État ou des collectivités pour encourager les investissements dans la transition écologique et numérique. Ces aides sont recensées ci-dessous :

INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES

➤ Outils industriels

- **Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) Industrie du Futur**

Cet AMI, proposé par la Région Pays de la Loire, a pour objet d'appuyer les entreprises industrielles (PME et petites ETI) des Pays de la Loire dans la modernisation de leur outil de production (automatisation, numérisation, environnement de travail ...). L'accompagnement proposé par la Région repose sur une logique de parcours en trois étapes possibles :

- Volet 1 – diagnostic et faisabilité : subvention jusqu'à 80 % de dépenses de conseil externe (plafonnée à 23 000 €) en amont du projet,
- Volet 2 - Intégration / Test / Preuve du concept : prêt à taux 0 jusqu'à 40 000 € pour participer à amortir les dépenses internes ou externes liées à la préparation du projet,
- Volet 3 - Déploiement opérationnel : soutien à la mise en œuvre du programme d'investissements déployé suite aux volets précédents, et aux conséquences sur la trésorerie de l'entreprise (croissance du BFR) - l'aide proposée par la Région prend principalement la forme d'un prêt de moyen terme avec un fort différé de remboursement du capital, complété dans certains cas (PME justifiant d'un parcours complet) par un petit volant de subvention (l'ensemble prêt + éventuelle subvention pouvant aller jusqu'à 400 000 € sans dépasser le niveau des financements privés alloués au projet).

Pour candidater : [lien site de la Région Pays de la Loire](#)

Contact Région : industriedufutur@paysdelaloire.fr

Les développeurs de l'agence régionale Solutions & Co sont par ailleurs à la disposition des entreprises dans leurs démarches (solutions-eco.fr)

- **Diag Carto-flux**

Mission de conseil « flash » comprenant un diagnostic industriel suivi d'un plan d'action. Accompagnement sur 4 jours avec un expert sélectionné par Bpifrance pour réaliser une cartographie des flux industriels de type « Value Stream Mapping » sur l'un de vos flux de

production et identifier des gains rapidement actionnables. Lien : [Diag Carto-Flux](#) (bpifrance.fr). Contact Bpifrance : francois.pohier@bpifrance.fr

➤ Structuration de sa démarche de transition écologique

- **Parcours sobriété**

Avant même un diagnostic et l'élaboration d'un plan d'actions ambitieux de sobriété énergétique (étapes nécessaires pour aller plus loin dans votre démarche de transition environnementale), vous pouvez dès aujourd'hui initier une démarche de sobriété et d'efficacité énergétique et mettre en œuvre des premières actions simples, rapides et sans investissements importants, qui auront un effet immédiat sur la réduction de votre consommation. L'ADEME propose un parcours sobriété, qui recense des exemples d'actions concernant différents volets : chauffage, climatisation et ventilation, éclairage, numérique, process techniques et utilités, implication de vos équipes... [Lien](#).

- **Diag Eco-Flux**

Programme premium d'accompagnement personnalisé sur 12 mois à destination des entreprises (dont le site compte entre 20 à 250 salariés sur le territoire français), pour optimiser les coûts et réaliser rapidement des économies durables, en réduisant les pertes en énergie, matière, déchets et eau ([Lien](#)) Contact BPI France : diagecoflux@bpifrance.fr. (En partenariat avec l'ADEME).

- **Décarbon'action**

Programme premium d'accompagnement personnalisé de 12 jours à destination des entreprises (de moins de 500 salariés), pour mesurer les émissions de gaz à effet de serre de votre entreprise, Définir un plan d'actions pour les réduire et être accompagné pour mettre en œuvre vos premières actions et les valoriser. [Lien](#). Contact BPI France : diagdecarbonaction@bpifrance.fr (En partenariat avec l'ADEME).

- **Diag Ecoconception (PME) :**

Programme premium d'accompagnement personnalisé sur 6 à 8 mois à destination des PME (groupes de moins de 250 salariés), pour améliorer la performance environnementale de vos produits, services et procédés, sensibiliser les équipes en internes, évaluer les impacts, identifier les leviers d'amélioration, préparer un plan d'action. [Lien](#). Contact BPI France : François Pohier, francois.pohier@bpifrance.fr (En partenariat avec l'ADEME).

- **Accompagnement écoconception ou économie de la fonctionnalité et de la coopération**

Ouvert à toutes les entreprises, en complément du diag écoconception cité ci-dessus (réservé aux PME), dispositif de soutien pour amorcer et mettre en œuvre une démarche d'écoconception. [Lien](#). Contacts ADEME : Loire-Atlantique (Olivier BENOIT, olivier.benoit@ademe.fr, 02 40 35 52 65) et Autres départements (Philippe VINCENT, philippe.vincent@ademe.fr, 02 40 35 80 26).

- **Fonds Tourisme durable**

Il permet aux restaurateurs et hébergeurs situés en zone rurale de :

- se faire accompagner par un des partenaires de l'ADEME pour un diagnostic gratuit et la conception d'un plan d'actions pour accélérer leur transition écologique,
- d'accéder à des aides forfaitaires dans tous les domaines de la transition écologique : réduction maîtrise de leurs coûts fixes (énergie, eau, déchets, gaspillage alimentaire), ancrage dans les territoires et la chaîne de valeur locale avec des produits de qualité, outils de communication pour valoriser l'engagement écologique... [Lien Site](#).

Contact au sein de l'ADEME Pays de la Loire : Pierre Chabret (pierre.chabret@ademe.fr)

- **Prêt vert et prêt vert bonifié**

Prêt sans sureté, pour les petites et moyennes entreprises ayant bénéficié du diag Eco-flux qui souhaitent engager un projet de transition écologique et énergétique jusqu'à 1 M€ sur une durée pouvant aller jusqu'à 10 ans pour cofinancer les programmes d'investissement visant à maîtriser et diminuer les impacts environnementaux des procédés, notamment dans une démarche d'économie circulaire, améliorer la performance énergétique des sites ... [Lien](#)

- **Prêt économies d'énergie - BPIFrance**

Pour les TPE et PME de plus de 3 ans engageant un programme d'investissement dans le but d'améliorer leur efficacité énergétique. Il finance les équipements éligibles aux certificats d'économie d'énergie des secteurs « bâtiments tertiaires », « industrie », ainsi que les prestations, matériels et travaux liés pour un montant pouvant aller jusqu'à 500 000 euros sur une durée de 3 à 7 ans maximum dont un différé d'amortissement pouvant aller jusqu'à 2 ans maximum. [Lien](#).

➤ **Consommation des énergies moins carbonées**

- **Fonds Chaleur**

L'ADEME, via son [Fonds Chaleur](#), propose un soutien technique et financier pour la production de chaleur et de froid à partir d'énergies renouvelables :

-conduire une étude de faisabilité technique et économique d'installation de production de chaleur renouvelable ([biomasse](#), [géothermie](#), [solaire thermique](#), [méthanisation](#)) et d'[extension des réseaux de chaleur ou de froid](#), qui peut être soutenue jusqu'à 70% par l'ADEME.

-investir dans des équipements performants de production de chaleur renouvelable : [biomasse](#), [réseaux de chaleur ou de froid](#), [géothermie](#), [solaire thermique](#), [méthanisation](#)... Par exemple, l'ADEME pourra par exemple financer jusqu'à 60% pour le raccordement à un réseau de chaleur ou de froid.

Depuis 2009, plus de 5300 entreprises et collectivités ont été accompagnées et financées par le Fonds Chaleur de l'ADEME. 350 millions d'euros ont été ainsi engagés au profit de plus de [600 installations EnR sur le territoire](#). Quelques témoignages d'entreprises en vidéo : agro-alimentaire ([ici](#) et [ici](#)), papier-carton ([ici](#) et [ici](#)), mécanique ([ici](#) et [ici](#)), [aéronautique](#), [cosmétique](#), [agriculture](#), [santé](#)...

Contact ADEME : romain.lavielle@ademe.fr

Rappel : Ne sont pas éligibles aux financements ADEME les opérations déjà commencées ou commandées avant la date de dépôt de demande d'aide.

INNOVATION ET PROJET DE R&D

➤ **Tout secteur**

- **Pays de la Loire Innovation** permet d'assurer une bonne coordination des actions de la Région et de Bpifrance en matière de soutien à l'innovation, en privilégiant une logique de parcours à travers les différents outils d'accompagnement proposés aux entreprises quel que soit le stade de maturité de leur projet. La Région confie la gestion d'une enveloppe annuelle à Bpifrance, pour financer trois types d'aides correspondants à 3 phases spécifiques dans un parcours d'innovation :

-Soutenir les initiatives : « Pays de la Loire Initiative Innovation » correspond à la toute première démarche innovante d'un individu ou d'une entreprise (plafond à 7 K€) ; contact : contact_rdi@solutions-eco.fr

-Accompagner les premières phases d'un projet innovant : « Pays de la Loire Accès Innovation » pour valider la faisabilité technico-économique ou « Pays de la Loire Accès

Recherche », pour maturer un projet en lien avec un laboratoire de recherche (plafond à 50 K€) ; contact : bpifrance.fr ; 02 51 72 94 00

-Accompagner le déploiement du projet : avances remboursables et prêts innovation R & D accordés par Bpifrance ; contact : bpifrance.fr ; 02 51 72 94 00

- France 2030 (ex-Programme d'investissement d'avenir PIA) :
 - Au plan régional : **Le France 2030 régionalisé (ex PIA)** :
 - Le volet Innovation**
 - Une subvention pour les projets en phase de faisabilité, d'un montant compris entre 100 000 et 200 000 €
 - Une avance remboursable pour les projets en phase de développement, d'un montant compris entre 200 000 et 500 000 €.
 - Le volet structuration de filière** ([voir](#)) apporte une aide allant jusqu'à 50% pour soutenir des projets ayant pour but la mise en commun de moyens, la réalisation d'unités industrielles partagées ou la mise au point d'outils collaboratifs, servant les PME d'une filière.
Contact : Jean-christophe.juin@dreets.gouv.fr **Lien Site dédié**
 - Le volet I-DEMO régionalisé** : pour les projets collaboratifs de recherche et développement intrarégionaux et interrégionaux via consortium à 5 partenaires maxi (projets 1 M€ à 4 M€). L'appel à projet i-démo régionalisé est ouvert à partir du 20 juin 2022 jusqu'à épuisement des fonds et selon un calendrier de relèves semestrielles. Les prochaines relèves auront lieu le 26 avril 2023 et 26 octobre 2023. Pour en savoir plus : [Lien](#).
 - Au plan national : **Les stratégies d'accélération**
 - Lors de la présentation du plan France Relance en septembre 2020, le Premier ministre a annoncé le lancement de stratégies d'accélération pour l'innovation. Elles s'inscrivent dans le cadre du quatrième Programme d'investissements d'avenir (PIA4). Ces stratégies visent à identifier les principaux enjeux économiques et technologiques d'avenir et à y investir de façon exceptionnelle et globale (financements, normes, fiscalité...). Le PIA 4 y consacra 12,5 milliards d'euros d'ici à 2025, sur les 20 milliards dont il est doté. Pour en savoir plus : [Lien](#).
- **Crédit d'impôt Recherche (CIR), Crédit d'impôt d'Innovation (CII)** ([Lien](#))
- **Statut de Jeune Entreprise Innovante** Une nouvelle entreprise qui investit dans la recherche et le développement (R&D) a le statut de jeune entreprise innovante (JEI) ou de jeune entreprise universitaire (JEU). Elle peut bénéficier d'exonérations fiscales et sociales. Le statut de JEI a été étendu aux JEU qui constituent une catégorie particulière de JEI. [Lien](#) pour voir les conditions. Dans la loi de finances 2023, le régime d'exonération d'impôt sur les bénéfices, de taxe foncière et de contribution économique territoriale bénéficiant aux jeunes entreprises innovantes (JEI) est maintenu jusqu'au 31 décembre 2025 (l'échéance avait été initialement fixée au 31 décembre 2022). Par ailleurs, le critère d'âge des JEI est modifié. Désormais il s'appliquera aux entreprises créées depuis moins de huit ans (contre 11 en 2022). [Lien](#).
- **Label « Entreprise du Patrimoine Vivant » (EPV)** : est une marque de reconnaissance de l'État qui distingue les entreprises françaises aux savoir-faire artisanaux et industriels d'excellence. Ce label peut apporter une médiatisation nationale voire internationale à votre activité, favoriser son développement et peut s'accompagner d'un régime fiscal avantageux. Explications. ([Lien](#)).
- **French Fab Investment Desk** est un service public destiné à accompagner les entreprises françaises ayant des projets d'investissement industriel. Le porteur de projet bénéficie

d'un référent pour l'orienter dans ses démarches, le conseiller et l'accompagner pour accélérer son investissement industriel. [Présentation du dispositif](#). [Contacts RUI](#).

- **Fonds d'investissement PSIM** (Programme de soutien à l'innovation majeure), pour les start-ups lauréates du Concours mondial d'innovation, géré par Bpifrance. [Fiche](#)
- **Aide au développement Deeptech**, plafonnée à 2 000 000€, accordée sous forme mixte de subvention et d'avance récupérable, pouvant couvrir jusqu'à 45 % des dépenses éligibles prévisionnelles. ([voir](#))
- **Fonds French Tech Seed**, Doté de 400 M€ issus du PIA 3 et géré par Bpifrance, ce fonds a vocation à soutenir les start-up technologiques en phase de post-maturation, notamment les start-up Deep Tech de moins de 3 ans. Les entreprises dont la technologie sera validée par le consortium et qui bénéficient d'investissements privés pourront ainsi se voir accorder un financement en obligations convertibles par Bpifrance pouvant aller jusqu'à deux tiers du tour de table, pour un montant maximum de 250k€. Le prochain comité de sélection se déroulera le 1er juin 2023 (candidatures attendues avant le 17/05/2023) ([voir](#))

SECURITE ECONOMIQUE / CYBERSECURITE

En raison des tensions géoéconomiques engendrées par la crise sanitaire, le conflit russo-ukrainien et le régime de sanctions économiques, la mise en œuvre de mesures de sécurité économique et le renforcement du niveau de vigilance sont essentielles pour garantir la protection des entreprises.

Deux outils de sécurité économique permettant d'évaluer la menace et de se prémunir contre les risques :

- **Outil d'auto-évaluation de sécurité économique**, mis en place par le Service de l'information stratégique et de la sécurité économiques (SISSE) du ministère de l'Economie : [Diese | Information stratégique et sécurité économiques \(entreprises.gouv.fr\)](#)
- La sécurité économique au quotidien en **28 fiches thématiques** | Information stratégique et sécurité économiques ([entreprises.gouv.fr](#))

S'agissant plus particulièrement de la cybersécurité, les entreprises sont incitées à :

- suivre attentivement les alertes et avis de sécurité émis par le Centre gouvernemental de veille, d'alerte et de réponse aux attaques informatiques (CERT-FR) [\[MàJ\] Tensions internationales – Menace cyber – CERT-FR \(ssi.gouv.fr\)](#)
- mettre en œuvre les cinq mesures cyber préventives prioritaires détaillées ci-dessous. https://www.ssi.gouv.fr/uploads/2022/02/20220226_mesures-cyber-preventives-prioritaires.pdf

ACCOMPAGNEMENT / CONSEIL

- **Pays de la Loire Conseil** : dans un environnement économique en mutation, la Région Pays de la Loire aide les TPE et PME à recourir à une expertise de conseil extérieure dans leur prise de décision en termes de croissance et/ou de repositionnement. Les thématiques d'études éligibles sont les suivantes : transition numérique, cybersécurité, stratégie de levée

de fonds, ressources humaines dans une étape clé de la vie de l'entreprise, responsabilité sociétale des entreprises (RSE), analyse stratégique, faisabilité économique des projets (tourisme et ESS), stratégie touristique territoriale. Le soutien régional prend la forme d'une subvention d'une intensité d'aide maximale de 30 % du montant HT des coûts admissibles, plafonnée à 15 000 € : [informations et candidature](#).

- **Médiation des entreprises** : mobilisable pour régler à l'amiable un litige (ex : retard de paiement, services ou marchandises non conformes...) avec une autre entreprise ou un donneur d'ordre public. Elle est gratuite et menée avec une stricte obligation de confidentialité. Pour la mobiliser : [voir](#)
- **Médiateur de l'énergie** : voir Partie Focus Energie.
- **Dinamic+** : propose aux entreprises un accompagnement, individuel et collectif via des journées de conseil, de formation des salariés et de mise en réseau, pour une durée d'un an (format « classique ») ou de 6 mois (format « Rebond »). Les entreprises fragilisées peuvent faire appel à l'option BOOSTER (payant mais partiellement pris en charge par les fonds publics) pour répondre rapidement à leur préoccupation de consolidation de leur situation financière. Pour en savoir plus sur le dispositif : <https://www.dinamicplus.fr/>. Voir Partie 3 : Contacts par département.
- **L'initiative France Num pour la transformation numérique**
L'initiative France Num a pour objectif de vous accompagner dans votre transformation numérique pour développer votre activité au moyen du numérique plutôt pour les PE/PME. Le site internet <https://www.francenum.gouv.fr/> permet :
 - de consulter des témoignages et des retours d'expérience d'entrepreneurs qui ont intégré le numérique dans leur activité, ce qui leur a permis de développer leur chiffre d'affaires,
 - de sélectionner des ressources pratiques pour comprendre les enjeux ou mettre en œuvre des outils numériques, d'être alerté sur l'actualité des dispositifs nationaux et régionaux dédiés à la transformation numérique,
 - de trouver une formation ou un accompagnement gratuit financé par France Num,
 - de trouver un expert numérique proche de chez vous,
 - de connaître les partenaires de l'initiative,
 - de parcourir les offres de financement dédiées à la transformation numérique.Actuellement, la seconde session de formation à distance « Ma TPE gagne avec le numérique » a commencé. Les inscriptions à la formation pour la session de mars 2023 sont ouvertes jusqu'au 17 avril 2023 ([Lien](#)) avec un challenge pour tenter de gagner un accompagnement gratuit (chef d'entreprise ou salarié qui suit le MOOC et qui a un projet numérique), financé par France Num.
- **Dispositif HELP pour les travailleurs indépendants**
Pour les travailleurs indépendants et chefs d'entreprise qui rencontrent des difficultés majeures, les organismes de Sécurité sociale - Urssaf, Caf, Cnam, Carsat - proposent un accompagnement individualisé, coordonné et accéléré pour apporter des réponses concrètes sur le champ de la santé, des prestations sociales et du recouvrement, tout en maintenant une confidentialité sur le dossier. [Lien](#).
- **Aide à la rédaction de l'accord d'intéressement**
En 2020, l'Urssaf a lancé en collaboration avec les ministères de l'Économie et du Travail un outil d'aide à la rédaction et à la conclusion d'un accord d'intéressement pour les entreprises. Le site permet notamment de générer un calendrier, de calculer facilement l'intéressement grâce à des formules simplifiées, de générer grâce au module d'aide un accord ou une décision unilatérale prêts à signer au format PDF (« accord libre »)

AIDES LIEES AU FINANCEMENT – FONDS PROPRES ET QUASI-FONDS PROPRES

➤ Les fonds d'investissement et outils soutenus par l'Etat

Le gouvernement incite les entreprises à renforcer les fonds propres ou les quasi-fonds propres.

- **Prêts Participatifs Relance (PPR)** constitue un levier de financement long entre les fonds propres et la dette. Distribué par les établissements de crédit jusqu'au 31 décembre 2023, le PPR permet de financer, dans la durée, des opérations d'investissement (qu'il s'agisse de renforcement et de modernisation de l'outil de production ou d'investissement en R&D) ainsi que des projets de développement (transition numérique ou énergétique, développement commercial en France ou à l'international, opportunités de croissance externe). Sont éligibles les petites et moyennes entreprises (PME) ou des entreprises de taille intermédiaire (ETI) viables, immatriculées en France, qui réalisent un chiffre d'affaires supérieur à 2M€, ayant des perspectives de développement, mais dont la structure de bilan a été affaiblie par la crise. Contact : Vos interlocuteurs bancaires. [Lien](#). [FAQ](#).
- **Obligations Relance (OR)**, instrument de financement long terme exceptionnel (8 ans), cumulable sous conditions au PPR. Ce financement, compris entre 2 M€ et 100 M€ est destiné à toute PME et ETI, viable et dynamique, immatriculée en France, en recherche de renforcement de leur situation financière. Elles sont distribuées jusqu'au 31 décembre 2023 par 7 sociétés de gestion de portefeuille habilitées. Contact : Vos interlocuteurs bancaires. [Lien](#).

A noter : les prêts participatifs Relance et les obligations Relance sont cumulables.

➤ Les fonds d'investissement et outils par filière

Il est aussi possible de bénéficier du soutien des fonds d'investissement par filière (aéronautique, automobile, tourisme : voir ci-dessous, partie Projet d'investissement).

Automobile

- **Fonds d'avenir automobile (FAA 2)**. Le Fonds Avenir Automobile 2 va s'étaler sur une période de 15 ans afin de pouvoir répondre à long terme aux enjeux de la filière. 80 % du Fonds, soit 420 millions d'euros seront investis dans environ une quinzaine de groupe sous-traitants, tandis que les 20 % restant seront investis en « fonds de fonds » (investissements privés et complémentaire au FAA 2). Ce sont les entreprises porteuses de nouvelles technologies qui bénéficieront de l'enveloppe principale, mais également celles qui ont souffert des conséquences économiques brutales de la crise sanitaire, avec des enveloppes allant de 3 à 50 millions d'euros investis en fonds propres ou quasi-fonds propres. C'est un véritable dialogue stratégique avec les dirigeants qui va s'engager à travers ce fonds de soutien qui jouera un rôle actif dans l'accompagnement et la [gouvernance](#) des sociétés concernées.. [Lien](#).
Contacts : nicolas.treuil@dreets.gouv.fr

Aéronautique

- **Fonds d'investissement aéronautique Ace Aéro Partenaires** : apporte un soutien en fonds propres aux projets permettant de préserver les savoir-faire critiques ou d'améliorer la compétitivité des PME et ETI. [Lien](#).

Fonds géré par Ace Management ([contact](#)). Contacts en Pays de Loire : amine.benzidir@dreets.gouv.fr et helene.forest@paysdelaloire.fr

Nucléaire

- **Fonds France Nucléaire.** Le fonds d'investissement « Fonds France Nucléaire (FFN) », doté au total de 200 M€ par l'Etat et EDF et géré par la société Siparex, permet de soutenir en fonds propres les PME et les ETI sensibles de la filière nucléaire et d'accompagner leur croissance. Le fonds intervient en position minoritaire, de manière autonome ou en co-investissement, et bénéficie de l'expertise des acteurs clefs de la filière nucléaire. [Lien](#). Contact : [Siparex](#)

Tourisme

- **Fonds Avenir Soutien Tourisme (FAST)** : co-abondé par la Région des Pays de la Loire, il offre une solution de financement en quasi-fonds propres (Obligations Convertibles) mobilisables dans des délais courts, de 50k€ à 400k€. Finance à la fois un redéploiement pour les entreprises frappées par le covid, et des projets de développement et de transformation (digitale, écologique...) (SA ou SAS au CA de min 0,5M€, EBITDA positif pre 2020). [Lien](#). Contact : [BPI France](#)
- **Fonds France Investissement Tourisme (FIT 2)** : offre également une solution de financement en fonds propres ou quasi-fonds propres mobilisables dans des délais courts. Tickets : 400k€ - 7000k€ (SA ou SAS au CA de min 1M€, EBITDA positif pre 2020). [Lien](#). Contact : [BPI France](#)
- **Foncière du tourisme Pays de la Loire**, permet aux entreprises du tourisme propriétaires de leurs murs de dégager de la trésorerie en les cédant à la foncière, qui opère une rénovation énergétique et donne ensuite une option de rachat. [Lien](#). Contact : Solution and co.
- **Pays de la Loire Investissement touristique (PLIT)** : il permet d'accélérer le soutien de la Région des Pays de la Loire, aux porteurs de projets touristiques par un dispositif unique, souple, permettant une adaptation du soutien régional à la typologie de chaque projet, à son impact en termes d'emplois et à son attractivité, privilégiant une intervention régionale sous forme de prêts pour un meilleur effet levier et un meilleur « recyclage » des soutiens publics. [Lien](#). Contact : tourisme@paysdelaloire.fr

➤ **Les fonds d'investissement et outils régionaux**

Le Conseil régional Pays de la Loire abonde les fonds suivants (voir lien sur le site de <http://www.plp-participations.fr>) :

- **Fonds « Pays de la Loire Croissance 2 »**
Il cible l'accompagnement des entreprises industrielles et services à l'industrie (prioritairement les PME et quelques ETI) en situation de sous-performance économique temporaire sur des tickets de 500 K€ à 2.5M€. Opérateur : Siparex. [Fiche](#). Contact : Gaël TRELOHAN - 02 28 20 63 10.
- **Fonds Yotta Smart Industry**
Fonds dédié aux PME industrielles ou de services à l'industrie qui placent l'Industrie 4.0 au cœur de leur stratégie de développement. Le fonds vise particulièrement les PME françaises rentables qui cherchent à : optimiser les processus de production ; économiser les ressources (et notamment réduire leur empreinte carbone) ou à proposer de nouvelles

offres : personnalisation, services... Ces financements sont compris entre 1 M€ et 10 M€. Contact : Gaël TRELOHAN - 02 28 20 63 10

- **Fonds OV4**

Fonds dédié aux investissements dans des sociétés du Grand Ouest agissant dans les secteurs de la santé (hors biotech), de l'écotechnologie, ou du Digital. Ayant déjà démontré un premier succès commercial sur leur secteur, elles souhaitent accélérer leur croissance par l'innovation ou par un déploiement à l'international. Tickets d'investissement de 1 à 5 M€. Contact : Gaël TRELOHAN - 02 28 20 63 10

- **Pays de la Loire Relance (PLR)**

Un dispositif pour financer les projets de croissance des PME "in bonis" avant la crise sanitaire et dont la relance d'activité est pénalisée par un endettement trop lourd rendant l'obtention de nouveaux financements difficile. Doté de 9,1M€ dont 51 % la Région, 5 % la CCIR et 44 % de fonds bancaires, Pays de la Loire Relance cible les PME de taille plus petite et notamment les PME familiales, dont l'endettement est important et pour lesquelles le maintien de l'implication des banques partenaires vers de nouveaux emprunts nécessite de renforcer leur capital, pour des montants de 100 à 300 K€. PLR, dans son fonctionnement, propose une approche innovante et inédite puisque les conditions de sortie sont définies et connues du dirigeant de l'entreprise, dès l'entrée au capital. [Lien](#)
Contact : Gaël TRELOHAN - 02 28 20 63 10.

- **Fonds GOCA 3**

Fonds multirégional pour financer l'amorçage, majoritairement deeptech. Positionné sur la transition énergétique, la transition numérique et également sur le secteur de la santé. Tickets d'investissement moyens de 2-2,5 M€ avec un maximum à 7 M€. Contact : Gaël TRELOHAN - 02 28 20 63 10

AIDES LIEES AU FINANCEMENT – PRETS ET GARANTIE

➤ **Financements Moyen/Long Termes généraux**

- **Prêts garantis par l'Etat (PGE) « Résilience »**

Par [arrêté du 30 décembre 2023](#) portant modification à l'arrêté du 23 mars 2020, le dispositif PGE « résilience » est prorogé jusqu'au 31/12/2023. Les entreprises fortement pénalisées par les conséquences économiques du conflit en Ukraine pourront bénéficier, à compter de la publication de l'arrêté, d'un « PGE Résilience », couvrant jusqu'à 15% de leur chiffre d'affaires annuel moyen au cours des trois dernières années, pour faire face à leurs éventuelles difficultés de trésorerie. Contacts : établissements bancaires. [FAQ PGE du 25 janvier 2023](#).

- **Fonds de développement économique et social (FDES)**, qui permet, via l'intervention du CODEFI (voir Partie 3 : Appui et contacts) d'accéder à des prêts participatifs (quasi-fonds propres) pour compléter un tour de table financier.

- **Prêt Croissance Industrie (sans sûreté)**

Le prêt destiné aux entreprises qui souhaitent réaliser un programme d'investissement à fort impact économique, qui sera créateur d'emplois (PME) et/ou (ETI) indépendantes (jusqu'à 5 000 salariés). Opéré par Bpifrance, ce prêt est particulièrement adapté au financement du besoin en fonds de roulement, qui naît des difficultés d'approvisionnement. Il s'agit d'un prêt à taux fixe, d'un montant compris entre 500 000

et 5 millions d'euros, dans la limite des fonds propres et quasi-fonds propres de votre entreprise. La durée du prêt est fixée à 7 ans (jusqu'à 10 ans pour les bénéficiaires du secteur industriel), dont 24 mois de différé d'amortissement en capital. [Lien](#). Dans le cadre du plan de résilience, il est prévu que ce prêt sera ouvert aux entreprises du BTP ([voir les annonces du plan de résilience](#)).

- **Prêt Croissance Relance (sans sûreté)**

Il s'agit de financer les investissements immatériels, les investissements corporels à faible valeur de gage, l'augmentation du besoin en fonds de roulement liée à la mise en œuvre du programme ainsi que les opérations de croissance externe. Au bénéfice des TPE, PME et ETI indépendantes de +3 ans d'existence, tout secteur d'activité. Montant minimum : 50 000 euros à 5 000 000 euros. 2 à 10 ans, avec un différé d'amortissement en capital de 2 ans maximum. Aucune sûreté sur les actifs de la société, ni sur le patrimoine du dirigeant. [Lien](#).

- **Prêt Croissance TPE/PME**

Le Prêt croissance mis en œuvre par Bpifrance et abondé par la Région des Pays de la Loire permet de financer les investissements immatériels et l'augmentation du besoin en fonds de roulement dans le cadre d'un programme global de développement. Il s'agit d'un prêt participatif compris entre 10 000 € et 50 000 € pour une durée de 5 ans qui doit obligatoirement être adossé à un autre financement privé de type bancaire et qui bénéficie d'un différé d'amortissement du capital de 12 mois et d'un taux préférentiel. Les bénéficiaires sont les TPE et PME de 3 et 50 salariés, de plus de 3 ans. Interlocuteur : Bpifrance.

- **Prêt Pays de la Loire Redéploiement**

Directement attribué par la Région, soutien rapide, sur mesure et suffisamment important (fourchette de 50 000 à 2 000 000€, à un taux TEG de 2,03 % sans garantie ni coûts additionnels) pour créer un effet levier substantiel sur des financements privés. Le remboursement peut être très différé (jusqu'à 3 ans). Adapté aux projets d'entreprises structurants, notamment dans l'industrie, l'artisanat de production, les services qualifiés à l'industrie et le tourisme, qui nécessitent de s'inscrire dans la durée. Il prend la forme d'un prêt de trésorerie sur mesure, non affecté et sans aucune garantie, réaménageable en cas de besoin. [Lien](#) et contact : poleindustrie@paysdelaloire.fr

- **Médiation du crédit pour le rééchelonnement des crédits bancaires**

Les banques se sont engagées à examiner favorablement et de manière personnalisée les moratoires ou les reports d'échéances nécessaires pour les entreprises subissant toujours des restrictions d'activité. Les entreprises concernées peuvent mobiliser la médiation du crédit en cas de difficultés. [Lien](#).

En cas de refus de PGE, la médiation du crédit ([voir](#)) assurée par la Banque de France, prend le relais. En cas d'échec, si l'entreprise justifie de perspectives réelles de redressement de l'exploitation et ne fait pas l'objet de l'une des procédures collectives d'insolvabilité, il est possible d'obtenir, côté Etat ([Lien](#)) :

- Pour les petites et moyennes entreprises (hors micro-entreprises) et les entreprises de taille intermédiaires (ETI) : Dans le cadre du plan de résilience, les **prêts bonifiés de l'État** pourront être accordés jusqu'au 31 décembre 2023 depuis le [décret du 21 décembre 2022](#) modifiant le décret du 12 juin 2020. Le barème des taux a été modifié par [arrêté du 22 décembre 2022](#).

➤ **Financements Court Termes généraux**

- **Prêt Avance +** : Pour toutes les entreprises : avances de trésorerie par la mobilisation de créances commerciales liées aux commandes et marchés d'acheteurs publics et privés agréés par BPIFrance. A partir de 100k€ pour une durée d'un an renouvelable. [Lien](#).

Pour les entreprises exportatrices, le gouvernement a mis en place 4 mesures phares :

- **BPIFrance Assurance Export** : les dispositifs caution / préfinancement et assurance prospection sont repassés à la normale depuis début 2022. [Lien](#).
- **Assurance-prospection** : Elle est versée sous forme d'une avance et son remboursement est composé d'un remboursement forfaitaire minimum de 30% puis d'un remboursement complémentaire sur la base du chiffre d'affaires réalisé dans les pays visés ou pris en charge par l'Etat si le succès n'est pas avéré. L'Assurance Prospection prend en charge une partie des frais de prospection engagés par l'entreprise qui n'ont pu être amortis par un niveau suffisant de ventes sur la zone géographique couverte. ([Lien](#)).
- **Garantie Cap Francexport (Garantie « complémentaire »)** dans le cas où l'assureur-crédit souhaite se désengager partiellement d'une opération, l'Etat peut réassurer jusqu'au double de la garantie dite « primaire » qui est la garantie émise par l'assureur-crédit privé. En d'autres termes, l'Etat prend en charge jusqu'au 2/3 tiers des risques de l'opération. L'entreprise assurée bénéficie de la quotité garantie fixée par l'assureur-crédit privé au titre de la garantie primaire, et qui peut atteindre 90%. La garantie est octroyée conformément à l'arbitrage fait par l'assureur-crédit privé sur sa garantie primaire.
- **Garantie Cap Francexport + (Garantie « intégrale »)** : dans le cas où l'assureur-crédit privé souhaite se désengager totalement d'une opération, l'Etat peut réassurer intégralement l'assureur-privé, à l'exception d'une part résiduelle minime qui reste à la charge des assureurs-crédit privés (5%). L'entreprise assurée bénéficie d'une quotité garantie de 80 %. La garantie est octroyée après arbitrage par l'assureur-privé, avec des plafonds en fonction de la catégorie de risque (500 000€ pour un acheteur dont le risque est moyen et 250 000€ pour un acheteur dont le risque est plus élevé avec possibilité d'obtenir des dérogations). [Lien](#).

Le Conseil régional Pays de la Loire ajoute le soutien financier suivant :

- **Performance Export Pays de la Loire** : une TPE/PME peut bénéficier du soutien financier de la Région Pays de la Loire pour leur développement international grâce à une prise en charge à hauteur de 40% du montant total HT des dépenses éligibles sous forme de subventions régionales, une fois l'éligibilité confirmée. Le plafond de la subvention est de 7 000 € par an (pour un plafond maximum de 17 500 € HT de dépenses éligibles) dédié à couvrir des dépenses export telles que : participation à un salon professionnel à l'étranger, à une mission de prospection commerciale à l'étranger, à des salons digitaux à dimension internationale, prestation de conseil en stratégie internationale ou en structuration interne de l'entreprise pour son développement international, études et informations marchés, frais de communication et de traduction. Le dispositif s'applique aux entreprises éligibles pour un accompagnement financier pendant une période de 24 mois, dans la limite de 3 demandes par période de 12 mois. Pour en savoir plus sur le dispositif [cliquez ICI](#).

➤ Dispositifs de garantie généraux

• **Garantie de prêt France Num**

A l'initiative de la Direction générale des Entreprises, et opérée par Bpifrance, la garantie de prêt France Num permet aux TPE et PME de plus de 3 ans et de moins de 50 salariés d'obtenir plus facilement un prêt auprès des banques commercialisatrices, dont le montant est compris entre 5 000 et 50 000 euros, pour financer leurs projets de

transformation numérique. Ces prêts se font sur une durée de 3 à 5 ans, avec un différé d'amortissement de 6 à 12 mois. Cette garantie couvre 80% des coûts de garantie des prêts, au moyen d'un fond financé par le Programme d'investissements d'avenir et d'une contre-garantie du Fonds européen d'investissement.

Pour en savoir plus : [Site France Num](#) et [fiche produit de Bpifrance](#).

- **Garantie du développement des PME et TPE** : Garantie de 60 à 70 % du concours bancaire (Lien).
- **Fonds de garantie du renforcement de la trésorerie** : a pour vocation de garantir les opérations de renforcement de la structure financière des TPE et PME, par octroi de nouveaux concours bancaires ou par consolidation à moyen terme des concours bancaires à court terme. Sont éligibles les crédits dont la durée normale est comprise entre 2 et 7 ans, et qui ont pour objet de : Financer l'augmentation du besoin en fonds de roulement (BFR) ou Consolider les crédits à court terme existants. 50 % à 70 %, selon les conditions. Plafond de risques maximum (encours toutes banques confondues): 1,5 million d'euros sur une même entreprise ou groupe d'entreprises (en consolidé). Lien.
- **Fonds « Pays de la Loire garantie »**
Le fonds Pays de la Loire garantie, dont la gestion est confiée à Bpifrance permet aux TPE/PME ligériennes de bénéficier d'une garantie d'emprunt jusqu'à 80 %, à parité entre la Région et Bpifrance, et dans la limite de 3 millions d'euros de garantie par prêt. Ces garanties bénéficient aux TPE, PME ainsi qu'aux exploitations agricoles réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 750 K€. Interlocuteur : Bpifrance. [Lien](#).
- **Fonds Régional de Garantie « Artisanat Commerce Agriculture »**
Le Fonds régional de garantie Artisanat Commerce Agriculture peut être mobilisé dans le cadre des programmes financés en artisanat et commerce (jusqu'à 300 K€) et en agriculture (jusqu'à 200 K€). Afin de faciliter l'obtention de prêts auprès des réseaux bancaires, le conseil régional Pays de Loire et la SIAGI, garantissent à part égale jusqu'à 70 % du montant du prêt bancaire. Ces garanties bénéficient aux entreprises artisanales, commerciales et agricoles, quelle que soit leur forme juridique et exerçant l'essentiel de leur activité en région Pays de la Loire. Interlocuteur : SIAGI. [Lien](#)
- **Fonds de Garantie FEDER spécial Relance**
Opérationnel depuis mi-2021 et délégué à Bpifrance dans sa mise en oeuvre, le fonds cible prioritairement les opérations de transmission. Doté de 3,5M€ et visant une quinzaine d'opérations, il permet une garantie sans charge financière pour l'entreprise bénéficiaire permettant la levée de 25M€ en prêts cumulés. Interlocuteur : Bpifrance

➤ **Financements bas de bilan spécifiques**

Start-ups

Pour les start-ups ne pouvant accéder au PGE (plan soutien entreprise technologique – [Lien](#)) :

- **Offre de prêts, pour les start-ups prometteuses** ayant conjoncturellement le statut d'entreprise en difficulté et ne pouvant accéder au prêt garanti par l'Etat (PGE), distribuée par Bpifrance (Prêt Soutien Innovation, prêt Renforcement de la Trésorerie – Coronavirus..). [Contacts ici](#), [fiche](#)

Tourisme

Le gouvernement a créé un plan tourisme pour les entreprises de café, hôtellerie, sport, événementiel, culture.. [Lien](#) :

- **Prêt Tourisme** : de 50 K€ à 2 M€ pour les TPE, PME, ETI (Bpifrance et Banque des territoires, voir guichet unique)
- **Prêt « saison »** : même fonctionnement que le Prêt garanti par l'Etat (PGE) traditionnel (voir plus haut), mais plafond calculé comme la somme des 3 meilleurs mois du dernier exercice clos (jusqu'à 80% du chiffre d'affaires pour une entreprise très saisonnière).
- **Fonds d'urgence régional événements** articulé autour de 3 volets : soutien aux **associations** organisatrices d'une manifestation, déficitaire, suite à son annulation ou la baisse significative de sa fréquentation ([Lien, Volet 1](#)). Et, soutien aux **associations ou entreprises** œuvrant dans le domaine de la réalisation d'événements connaissant une baisse de leur chiffre d'affaires d'au moins 50% du fait de la réduction ou de l'arrêt des manifestations dans le contexte de la crise sanitaire. ([Lien, Volet 2](#)). Pour vous guider un N° vert dédié : 0800 04 22 22.
- **Plan « Destination France »**
Présenté le 20 novembre 2021 par le Premier Ministre, le plan Destination France a pour ambition de conforter la France comme première destination touristique mondiale et d'en faire la première destination de tourisme durable, grâce à un secteur porteur d'excellence, de croissance et d'emploi. [Lien](#).

DISPOSITIFS FISCAUX ET SOCIAUX

➤ Dispositifs classiques

- **Traitement unifié des créances publiques fiscales et sociales auprès de la Commission départementale des chefs de services financiers (CCSF) :**
Possibilité d'octroyer de façon exceptionnelle des plans d'apurement d'une durée maximale de 48 mois. [Lien](#).
- **Délai de paiement des échéances sociales URSSAF :**
Pour les comptes employeurs :
L'accompagnement des entreprises continue d'être une préoccupation importante de l'URSSAF. Après avoir proposé des plans d'apurement aux cotisants en difficultés pendant la crise COVID, elle reprend aujourd'hui des actions de recouvrement amiables et forcées. Pour les entreprises rencontrant des difficultés, l'URSSAF propose un accompagnement et des solutions adaptées.
Pour toute demande d'étalement de paiement : [DP-Demande-delaix.pdf \(urssaf.fr\)](#)
Pour rappel : 2 conditions sont nécessaires pour bénéficier d'un délai de paiement :
-Avoir effectué et transmis ses déclarations à l'URSSAF
-Avoir réglé la totalité de la part salariale des cotisations restant dues, y compris sur la période COVID pour tous les employeurs qui ne bénéficient pas déjà d'un accord de plan d'apurement.
Toutes les situations seront étudiées par l'URSSAF, n'hésitez pas à prendre contact directement sur votre espace personnel en ligne.

Pour les comptes travailleurs indépendants (commerçants, artisans, professions libérales) :
L'URSSAF a mis en œuvre les mesures gouvernementales pendant la crise sanitaire, telles que les reports d'échéances et les propositions de plans d'apurement. Aujourd'hui, il est possible de demander à l'URSSAF, un délai de paiement qui pourra être accordé jusqu'à 24 mois sous certaines conditions. De façon exceptionnelle, dans des situations particulières et justifiées des délais pourront être ajustés.

- **Accompagnement MSA**

Pour les entreprises agricoles et les exploitants agricoles : en cas de difficultés de trésorerie, la MSA a mis en place des solutions pour soutenir et accompagner les chefs d'exploitation et d'entreprise agricole qui rencontrent des difficultés pour régler leurs cotisations. [Soutien aux agriculteurs](#).

Contacts : MSA de Maine et Loire : gestionentreprises.blf@msa49.msa.fr, MSA Loire-Atlantique Vendée : recouvrement.blf@msa44-85.msa.fr, MSA Mayenne-Orne-Sarthe : recouvrement@mayenne-orne-sarthe.msa.fr.

- **Délai de paiement des échéances fiscales (impôts directs) Lien :**

Votre service des impôts des entreprises (SIE) demeure votre interlocuteur privilégié : en cas de difficulté, il peut vous accorder au cas par cas des délais de paiement de vos impôts directs (hors TVA et prélèvements à la source). <https://www.impots.gouv.fr/portail/>

- **Avance de fonds sur le Crédit d'impôt Recherche (CIR) Bpifrance (voir) :** 80% de la créance (minimum de 30 000€), pour les ETI et les grandes entreprises assujetties à l'impôt sur les sociétés.

PARTIE 3 : APPUI ET CONTACTS

- Pour la partie emploi :
 - DREETS Pays de la Loire, Service Mutations économiques et développement des compétences ; laure.quertelet@dreets.gouv.fr, cristine.aubertin@dreets.gouv.fr
- Pour les projets d'investissements industriels :
 - DREETS Pays de la Loire, Service Economique de l'Etat en région, **réfèrent unique à l'investissement (RUI)** : franck.rambaud@dreets.gouv.fr
 - **Solutions&co**, agence de développement économique des Pays de Loire. [Contacts](#)
- Pour les projets d'innovation :
 - DREETS Pays de la Loire, **SEER** : jean-christophe.juin@dreets.gouv.fr
 - **Conseil régional Pays-de-la-Loire** : solange.burgaud@paysdelaloire.fr
- Pour les projets d'exportation : L'accompagnement et l'information par les opérateurs de la **Team France Export** Lien (Bpifrance, Business France et les Chambres de commerce et d'industrie) sont renforcés, notamment dans le cadre de la crise UKR/RUS. Plateforme Team France Export : [Lien](#).
- Pour faire face à des difficultés structurelles et/ou conjoncturelles :
 - Un numéro d'appel unique pour les entreprises : **0 806 000 245**, mis en place avec les Urssaf et les services de la DGFIP. Il permet aux chefs d'entreprise d'être orientés vers les solutions les plus adaptées à leurs problématiques : aides d'urgences, procédures, etc.
 - **Conseiller départemental à la sortie de crise** ([liste à jour 22/03/2023](#)). Point de contact privilégié destiné à accueillir et conseiller les entreprises en situation de fragilité financière. Cet interlocuteur de confiance respecte un strict cadre de confidentialité, notamment vis-à-vis du secret des affaires et du secret fiscal.
 - **Comité départemental d'examen des problèmes de financement des entreprises (CODEFI)** : rassemble les parties prenantes publiques susceptibles de proposer des solutions de trésorerie (accélérer le règlement de certaines créances, obtenir des délais sur les dettes fiscales ou sociales, proposer des aides financières...) [Liste des contacts](#)
 - **Commissaire aux restructurations et à la prévention des difficultés des entreprises (CRP) / DREETS** : en priorité pour les entreprises industrielles de plus de 50 salariés: jean-philippe.beaux@dreets.gouv.fr
 - **Correspondants TPE-PME de la Banque de France** : pour écouter, élaborer un diagnostic et orienter vers des interlocuteurs adaptés : numéro unique : 0 800 08 32 08 (appel et service gratuits), une adresse e-mail : tpmeXX@banque-france.fr (xx = n° du département)
 - **Délégué à l'Accompagnement des Reconversions Professionnelles (DARP)**, conseille les entreprises sur toutes les solutions et outils RH : recrutement, formation, transition professionnelle, restructuration sociale : frederique.gravoulet@dreets.gouv.fr (niveau régional). Contacts dans chaque département : [darp_contacts.pdf \(travail-emploi.gouv.fr\)](#)
 - **Réseau des interlocuteurs privilégiés prévention et traitement des difficultés des entreprises** : [Liste v38 MAJ en octobre 2022](#)

- Contact concernant la crise russe/ukrainienne :
Des interlocuteurs de premier niveau via les CCI-CMA : contacts utiles : [portail unique à l'information des entreprises](#)
Pour les questions relatives aux sanctions économiques et financières, restrictions aux importations, soutien aux entreprises rencontrant des difficultés industrielles ou financières :
- Site pour contact utiles : [Lien](#). Pour le soutien aux entreprises, le Commissaire aux Restructurations et à la Prévention des difficultés des entreprises (CRP) des Pays de la Loire, est à votre écoute. Mél : jean-philippe.beaux@dreets.gouv.fr
- Contact concernant la crise de l'énergie et concernant la sobriété énergétique : Voir Partie Focus Energie
- Pour un accompagnement DINAMIC des CCI départementales :
Loire-Atlantique : Corine MORICE Corinne.MORICE@44.cci.fr
Maine-et-Loire : (Angers) Laurence BOUTON Laurence.BOUTON@maineetloire.cci.fr ou Antoine DEVAUX Antoine.DEVAUX@maineetloire.cci.fr / (Cholet) Sophie Lainé Sophie.LAINE@maineetloire.cci.fr
Sarthe : Richard OTJACQUES Richard.OTJACQUES@lemans.cci.fr
Mayenne : Jean-Luc GRESSIER (secteur industrie) Jean-Luc.GRESSIER@mayenne.cci.fr / Thomas LAMANDÉ-MORANT (hors industrie) Thomas.LAMANDÉ-MORANT@mayenne.cci.fr
Vendée : Sylvain DAGONET Sylvain.DAGONET@vendee.cci.fr / Gladys GALLOT (secteur industrie) Gladys.GALLOT@vendee.cci.fr / (hors industrie) Valérie MARTIN Valerie.MARTIN@vendee.cci.fr / (hors industrie) Laurence SAULNIER Laurence.SAULNIER@vendee.cci.fr

Pour toutes questions/remarques concernant la note partenariale, vous pouvez contacter la DREETS Pays-de-la-Loire (coordinatrice : Julie Rothureau, julie.rothureau@dreets.gouv.fr).
